

## LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU  
CONSEIL LÉGISLATIF DU ZAÏRE

**M. le Président:** Je désire signaler la présence à la tribune aujourd'hui de M. Kalume, premier vice-président du Conseil législatif du Zaïre, qui dirige une délégation parlementaire en visite au Canada.

\* \* \*

\* \* \*

## L'ÉNERGIE, LES MINES ET LES RESSOURCES

LA POLITIQUE DE PRIVATISATION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, je pose ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou au premier ministre. Qui peut répondre, je ne le sais pas parce que c'est très confus, et ça traite de la question de la privatisation de certaines fonctions du ministère, à savoir la cartographie.

J'ai en main un communiqué de presse émis aujourd'hui par la société Lavalin dans lequel le président de cette société confirme que le Conseil du Trésor avait récemment, dans le cadre de sa politique de *make or buy*, engagé des pourparlers avec sa société et la compagnie Bell, visant à explorer les conditions de privatisation de certains services fédéraux oeuvrant dans le domaine de la cartographie.

J'ai également un communiqué de presse émis par le Conseil du Trésor le 6 mars, dans lequel on peut lire:

«Le Conseil du Trésor n'a négocié aucun projet pilote avec une entreprise, que ce soit Lavalin ou une autre, a déclaré M. de Cotret...

Monsieur le Président, qui dit la vérité?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je remercie mon collègue d'avoir bien voulu lire le communiqué de presse. Je dis carrément qu'on a eu des discussions, des discussions qui étaient uniquement exploratoires, avec bon nombre d'entreprises pour discuter de la politique de «faire ou faire faire». Il n'y a jamais eu de négociations, il n'y a jamais eu de contrats, il n'y a jamais eu de «tentatives» de contrats, il n'y a jamais eu d'exercice de ce genre-là qui a été entamé, tel que le dit mon communiqué.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier):** Monsieur le Président, on avait promis un gouvernement transparent! Je demande au premier ministre de nous dire ici en cette Chambre si ce gouvernement a l'intention de privatiser les secteurs en cause et la cartographie en particulier. Dans le domaine des fonctionnaires, est-ce que leur carrière peut compter pour quelque chose avec ce gouvernement? Peut-on leur donner une assurance? Est-ce que leur moral, qui est très bas en ce moment, ne pourrait pas être relevé par une déclaration ferme du premier ministre disant: «Non, on ne privatisera pas ces services.»?

**L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, j'aimerais faire remarquer à mon honorable collègue que dans toutes les discussions jusqu'à maintenant sur la privatisation, j'exclus évidemment ces discussions préliminaires qui touchent précisément à un domaine qui n'a

## Questions orales

jamais été le sujet particulier d'une initiative gouvernementale de privatisation, l'intérêt de nos employés a toujours été primordial. Cela a été un intérêt dans chacune des privatisations et on s'est toujours engagé, monsieur le Président, dans tous ces exercices, à dire que l'intérêt des contribuables passe en premier et que l'intérêt des employés passe aussi en premier. Les deux intérêts vont de pair dans n'importe quel exercice de privatisation.

[Traduction]

## LES ÉLECTIONS PARTIELLES

SAINT-JEAN-EST—LA DISTRIBUTION D'OPUSCULES DU  
GOUVERNEMENT

**M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Il a consacré 40 000 \$ prélevés sur les deniers publics à un film télévisé que tous les Terre-Neuviens ont pu voir sur leurs écrans jeudi dernier et qui n'était rien d'autre qu'une annonce commerciale pour le candidat conservateur à l'élection partielle de Saint-Jean-Est, le 20 juillet. Et voilà maintenant le ministre qui se vante d'avoir envoyé 135 000 opuscules à des Terre-Neuviens. Alors que le décret de convocation des électeurs est émis et que tous les partis sont limités à des dépenses électorales de moins de 35 000 \$, le ministre croit-il que le gouvernement va pouvoir se débarrasser de sa réputation de gabegie et de malhonnêteté en se livrant à ces habiles manoeuvres aux frais des contribuables?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports):** Monsieur le Président, je suis très heureux qu'on me pose cette question, car j'ai en main une lettre que le chef du NPD a envoyée aux électeurs de Saint-Jean-Est, afin de les inciter à voter pour son parti, et pour laquelle il a utilisé la griffe de franchise de la Chambre des communes.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Crosbie:** Le député a le culot et l'hypocrisie d'oser me poser maintenant cette question, alors que son propre chef utilise la griffe pour adresser son message à tous les électeurs de Saint-Jean-Est.

**Des voix:** C'est honteux!

**M. Crosbie:** Vous devriez avoir honte.

• (1440)

**M. Mazankowski:** Démissionnez!

**Des voix:** Démissionnez!

**M. Mazankowski:** Ed l'honnête.

**M. Wilson (Etobicoke-Centre):** Avouez, Ed.

**M. Clark (Yellowhead):** Deux poids deux mesures, comme d'habitude.

**M. Mazankowski:** Voilà la vérité qui sort.

**M. Blaikie:** Vous attendiez-vous à cette question, John?

**M. Crosbie:** Non.